

Nous avons besoin des sciences humaines

LE MONDE | 22.01.2015 à 11h39 |

Par Paul Seabright (directeur de l'Institut d'études avancées de Toulouse)



Feu d'artifice du nouvel an à Sydney (Australie). | AFP/KRYSTLE WRIGHT

En ce début de 2015, beaucoup de prévisions pour l'année à venir s'avèrent sombres, et chacun décline son pessimisme à sa façon. La revue scientifique *Nature*, dans son éditorial du 1^{er} janvier, s'inquiétait de la difficulté qu'éprouvent trop souvent les scientifiques à faire accepter leurs théories par le public et par les décideurs politiques. C'est une difficulté qui se manifeste dans des domaines aussi divers que la médecine ou la science du climat.

Les éditeurs de la revue appelaient les scientifiques à prendre plus explicitement en compte dans leurs recherches les facteurs qui conduisent à l'acceptation ou au rejet des théories scientifiques par le public, même quand les arguments purement scientifiques semblent solides. Ils prônaient notamment, pour ce faire, l'intégration d'approches tirées des sciences humaines et sociales dans des projets de sciences naturelles. Et ils critiquaient de ce fait le système de financement de la recherche par le gouvernement britannique actuel qui, sans viser explicitement ce résultat, risque de réduire l'appui aux sciences humaines et sociales dans les années à venir, au nom de la pertinence et de l'impact de la recherche sur la

croissance économique.

Ecart entre le consensus des scientifiques et l'opinion publique

Il est indéniable qu'une vision scientifique de notre monde peine parfois à se faire accepter par le public. Selon une étude publiée en décembre 2013 par l'institut de sondage Pew Research, un tiers de la population américaine rejette l'idée que les espèces vivantes, dont la nôtre, aient pu évoluer au cours du temps. Ce n'est pas un problème uniquement américain : selon un sondage de l'institut Ipsos réalisé en 2011, si seulement 9 % des Français adhèrent au créationnisme, la proportion qui croit à la théorie de la sélection naturelle n'est que de 55 %, le reste de la population étant sans avis.

L'écart entre le consensus des scientifiques (quand il y a en a un) et l'opinion publique n'est guère moins flagrant dans le domaine des sciences économiques. Les bienfaits économiques de l'immigration, par exemple, sont assez largement acceptés par les économistes, mais très largement contestés par la population en général.

Les économistes ont du mal à comprendre pourquoi la logique qui leur paraît évidente ne l'est pas autant pour les non-spécialistes. Est-ce parce que les bienfaits économiques de l'immigration sont moins visibles dans le quotidien que ses coûts ? Est-ce parce que la population est moins intéressée par les services que peuvent lui apporter les immigrés que par les marques d'appartenance ethnique qui leur semblent étrangères – par des aspects non économiques du phénomène, en somme ? Il y a beaucoup moins de consensus entre chercheurs sur ces questions.

Glamour supposé du djihad

Cet exemple montre qu'il serait inquiétant de juger que la pertinence des sciences sociales et humaines, et donc de l'importance de leur financement, devait s'appuyer uniquement sur leur capacité à comprendre les caprices de l'opinion publique, surtout sur des questions de connaissance scientifique.

Ce n'est pas le point fort de ces disciplines, du moins jusqu'ici. Si la technologie moderne, surtout avec les immenses bases de données du big data, nous permet de mieux savoir à chaque instant quels sont les goûts et les avis de nos citoyens en suivant leurs interactions en ligne, on est très loin de comprendre les raisons pour lesquelles ces goûts et ces avis évoluent dans le temps, et encore moins de les prévoir.

En ce début de 2015, nos besoins les plus urgents de comprendre les comportements humains vont bien au-delà de leurs attitudes vis-à-vis de la

science. Pour comprendre pourquoi le Moyen-Orient reste en guerre malgré tant de tentatives de réconciliation, ou pourquoi quelques jeunes français se laissent séduire par le glamour supposé du djihad, il ne suffit pas de comprendre pourquoi la théorie de l'évolution par la sélection naturelle n'a pas fait plus de progrès dans la tête de nos co-citoyens.

Paul Seabright (directeur de l'Institut d'études avancées de Toulouse)